



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DU MUSÉE D'ORSAY
ET DU MUSÉE DE L'ORANGERIE
VALÉRY GISCARD D'ESTAING

**ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE D'ORSAY ET DU MUSÉE DE L'ORANGERIE – VALÉRY GISCARD
D'ESTAING**

**Direction administrative et financière
Service des affaires juridiques et des marchés publics
Esplanade Valéry Giscard d'Estaing 75343 PARIS CEDEX 07**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES VALANT ACTE D'ENGAGEMENT
(CCAP-AE)**

Marché public de Travaux

**TRAVAUX DE REAMENAGEMENT MUSEOGRAPHIQUE DE LA TERRASSE RODIN DU MUSÉE D'ORSAY
LOT 1 : AMENAGEMENT**

Marché N°2021-501

Procédure adaptée ouverte passée en application des articles L2113-10, R2112-6 2°, R2121-1, R2113-4 à R2113-6,
R2121-5, R2123-1 1° du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.

Date de notification du marché :
(Partie réservée au pouvoir adjudicateur)

Article 1. Parties contractantes

Le pouvoir adjudicateur contractant :

L'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie – Valéry Giscard d'Estaing, établissement public national à caractère administratif, créé par le décret n° 2003-1300 du 26 décembre 2003 modifié, inscrit au répertoire SIRENE de l'INSEE sous le numéro 180 092 447 000 10, code APE : 9103 Z, TVA Intracommunautaire : FR 601 800 92 447, dont le siège est sis Esplanade Valéry Giscard d'Estaing, 75343 Paris cedex 07, représenté par son président ou son représentant ;

Ci-après dénommé le « **pouvoir adjudicateur** » ou « maître de l'ouvrage »,
D'une part,

Et le(s) cocontractant(s) suivant(s) :

Le cocontractant n° 1 (candidat seul ou mandataire du groupement) :

(Rubrique à compléter par le cocontractant seul ou le mandataire du groupement)

- ☐ J'agis uniquement pour le compte de la société ou de l'entité citée ci-dessus,
☐ J'agis en tant que mandataire du groupement, pour l'ensemble des entrepreneurs groupés,
Mentionnés dans la lettre de candidature datée du
Nombre total de membres dans le groupement, y compris le mandataire :

Forme du groupement

- ☐ Groupement solidaire
☐ Groupement conjoint avec
mandataire solidaire

Nom de la société (co)contractante :

Nom de la personne physique habilitée à engager la société :

Adresse du siège social :

Numéro de téléphone :

PME : ☐ oui ☐ non

Adresse e-mail :

Numéro d'identification SIRET :

Numéro d'inscription RCS :

Code d'activité principale APE :

N° TVA intracommunautaire :

Le cocontractant n° 2 :

(Rubrique à compléter par le membre du groupement)

Nom de la société (co)contractante :

Nom de la personne physique habilitée à engager la société :

Adresse du siège social :

Numéro de téléphone :

PME : ☐ oui ☐ non

Adresse e-mail :

Numéro d'identification SIRET :

Numéro d'inscription RCS :

Code d'activité principale APE :

N° TVA intracommunautaire :

Ci-après dénommé(s) le « **titulaire** »,

D'autre part,

Ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » ou individuellement la « **Partie** ».

(Case à cocher)

Une feuille est insérée pour inclure un (ou plusieurs) cotraitant(s) supplémentaire(s) ☐ oui ☐ non

Article 2. Objet du marché

Le présent marché alloti a pour objet les travaux de réaménagement muséographique de la terrasse Rodin du musée d'Orsay, situé au Esplanade Valéry Giscard d'Estaing 75007 Paris.

Le présent document ne concerne que le lot 1 : aménagement

Les prestations sont décrites au CCTP, ses annexes et dans la DPGF du lot.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique portant sur la réalisation de travaux ou services similaires à ceux confiés au titulaire.

Article 3. Intervenants

3.1 Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie (EPMO).

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur » ou « EPMO »

3.2 Maîtrise d'œuvre

GROUPEMENT MAITRISE D'OEUVRE

Mandataire : **DIRECTION DE L'ARCHITECTURE, DE LA MAINTENANCE ET DE LA SÉCURITÉ DES BÂTIMENTS (DAMSB)**

Esplanade Valéry Giscard d'Estaing 75343 Paris Cedex 07

Tel: 01 40 49 46 43

Agathe BOUCLEINVILLE, Directrice du DAMSB : agathe.boucleinville@musee-orsay.fr

Coralie Deschamp Conductrice de Travaux : coralie.deschamps@musee-orsay.fr

Juliana HUET, Architecte, chargée de projet : juliana.huet@musee-orsay.fr

MOE technique : **SERVICE DE LA MAINTENANCE ET DE LA MODERNISATION TECHNIQUE (SMMT)**

Esplanade Valéry Giscard d'Estaing

75 343 Paris Cedex 07

Tel: 01 40 49 48 14

Adrien GUESDON, Chef du service SMMT : adrien.guesdon@musee-orsay.fr

Emmanuel LERUYET, Chef du lot technique CFA emmanuel.leruyet@musee-orsay.fr

Romuald PICARD, Assistant du lot technique CFA romuald.picard@musee-orsay.fr

Patrick GOMAS, Chef du lot technique CFO patrick.gomas@musee-orsay.fr

Rodolphe DOUCET, Chef du lot technique CVC rodolphe.doucet@musee-orsay.fr

Nicolas FICHET, Chef du pôle GMAO nicolas.fichet@musee-orsay.fr

BET Structure : **STRUCTURE & REHABILITATION**

Tour Gallieni 2

36 avenue du Général de Gaulle

93170 BAGNOLET

Tel : 01 49 72 73 92

Alain TCHOULA : a.tchoula@structure-rehabilitation.fr

ASISTANT A LA MAITRISE D'OUVRAGE

CTC : **APAVE Parisienne SAS**

Unité de Paris/La Défense

Agence Construction Ile-de-France

17 rue Salneuve

75854 PARIS CEDEX 17

Tel: 01 40 54 61 87

Thibaut Miran : thibaut.miran@apave.com

Le maître d'œuvre est désigné dans les différents documents sous le nom de « maîtrise d'œuvre »

Il est précisé que le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de services à destination du titulaire. Tous les ordres de services seront écrits, numérotés datés et signés du maître d'œuvre. Le titulaire doit en accuser réception.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions de l'une de ces décisions appellent de sa part des réserves, et par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre dans un délai de **cinq (5) jours** à compter de la notification de l'ordre de service

3.3 Ordonnancement – Pilotage – Coordination

La mission OPC porte notamment sur :

- L'organisation et la coordination générale de tous les intervenants chargés de l'opération et des tiers extérieurs y concourant ;
- L'organisation et la diffusion de l'information concernant l'opération ;
- L'ordonnancement et la planification de l'ensemble de l'opération ;
- La planification et la coordination des études de conception, de synthèse et d'exécution ;
- Le pilotage du chantier comprenant la planification des travaux ;
- Le suivi sur site des levées de réserves en phase de garantie de parfait achèvement avec l'animation de réunions régulières.

Le titulaire de la mission d'OPC sera communiqué à la notification.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom d'« OPC » ou de « pilote ».

Le pilote est rémunéré par le pouvoir adjudicateur.

3.4 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché public sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L. 111-23 et suivants et les articles R. 111-29 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "Contrôleur technique".

La mission confiée au Contrôleur technique pour la présente opération porte sur les missions L, LP, LE, SEI, AV, HAND, VIEL, TH et STI.

Le titulaire devra se soumettre à tous les contrôles, vérifications et essais exigés par le Contrôleur technique et en respecter les directives sans que le prix du marché public en soit influencé.

En conséquence, le titulaire soumettra toutes ses études, plans, notes de calculs, procès-verbaux d'essais, avis techniques, tous documents nécessaires, ainsi que ses matériaux et matériels au Contrôleur technique. Il remettra à ses frais les exemplaires des documents nécessaires au Contrôleur technique.

Il appartient à chaque titulaire de remettre les plans d'exécution conformément au calendrier notifié, afin que les délais nécessaires à leur vérification ne soient pas de nature à retarder le programme d'exécution des travaux.

Faute de fournir ces documents en temps utile, le titulaire est passible des pénalités pour retard dans la production des plans d'exécution.

Le Contrôleur technique est rémunéré par le pouvoir adjudicateur.

3.5 Coordonnateur Sécurité Protection Santé

L'opération est soumise aux dispositions fixées par les articles L. 4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera confiée à un organisme agréé. La mission relève de la catégorie 1 au sens de l'article R. 4532-1 du Code du travail et sera rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSPS".

L'intervention du CSPS oblige le titulaire :

- à lui fournir à titre gracieux, tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;
- à prendre en compte à ses frais, l'ensemble des incidences liées aux observations et avis du CSPS après accord du maître d'ouvrage.

Le CSPS est rémunéré par le pouvoir adjudicateur.

3.6 Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)

Sans objet

Article 3. Procédure de passation et forme du marché

Procédure adaptée ouverte passée en application des articles L2113-10, R2112-6 2°, R2121-1, R2113-4 à R2113-6, R2121-5, R2123-1 1° du code de la commande publique du 1er avril 2019.

Article 4. Durée et délais d'exécution

Le présent marché public prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire. Il prendra fin à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement, et ce jusqu'à l'achèvement de l'exécution des travaux qui y sont associés.

La date de notification du marché au titulaire vaut ordre de service de commencement d'exécution des prestations : approvisionnement et fabrication en atelier. La durée prévisionnelle des travaux est d'environ quatre mois (4), période de préparation incluse (10 jours) à compter de la notification du marché.

Les travaux se dérouleront du 01 octobre 2021 au 4 février 2022. Le calendrier prévisionnel est joint au DCE. Il deviendra définitif et contractuel par ordre de service notifié. Ce planning sous-entend que les commandes devront être effectuées suffisamment à temps pour respecter les délais. De même les études en vue d'un VISA devront également être anticipées. Les effectifs minimums ne devront jamais être inférieurs à ceux nécessaires pour tenir le délai d'exécution mais devront aussi tenir des effectifs minimums pour assurer la sécurité pendant le déroulement du chantier. En tout état de cause, le titulaire devra mettre en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires à la réalisation des travaux afin de pouvoir respecter les délais imposés et la parfaite sécurité de l'opération.

Article 5. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces contractuelles régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

5.1 Pièce générale

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.-TVX) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux NOR : ECOM2106871A – Publié au JORF du 1er avril 2021.

5.2 Pièces particulières ¹

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.-A.E.) et ses deux annexes :
 - Annexe 1 : Calendrier prévisionnel
 - Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance (DC4) le cas échéant
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses quatre annexes :
 - Annexe 1 : Pièces graphiques
 - Annexe 2 : Règlement intérieur applicable aux entreprises extérieures de l'EPMO
 - Annexe 3 : Notice de sécurité incendie de l'EPMO
 - Annexe 4 : Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 dans sa dernière version
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les ordres de service notifiés.

Nota:

Seuls les originaux détenus par la personne publique font foi. Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. En cas d'incompatibilités ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de

¹ L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM

réponses, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Article 6. Période de préparation

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, la période de préparation, ainsi que le démarrage du délai global d'exécution des travaux sont déclenchées par la notification du marché public. Il ne sera pas notifié d'ordre de service de démarrage au titulaire.

Il est procédé, avant tout commencement d'exécution des travaux et au cours de cette période, aux opérations énoncées suivantes :

- établissement et remise au maître d'œuvre du programme d'exécution et de ses annexes;
- l'ouverture du registre de chantier par le maître d'œuvre ;
- élaboration par le maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution
- établissement et remise au CSPS du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- établissement et remise au maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux ;
- établissement et remise au maître d'œuvre des études d'exécution nécessaires pour le début des études de synthèse ;
- établissement et remise au maître d'œuvre du plan d'assurance qualité ;
- remise des procès-verbaux de matériaux par les entreprises au maître d'œuvre et au contrôleur technique ;

L'ensemble des pièces devra être remis au maître d'œuvre, voire au contrôleur technique sous format « .pdf » pour ce qui concerne les documents écrits et sous format « .pdf » et « autocad » pour les plans.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, le délai de remise de ces documents, à compter du démarrage du délai d'exécution, est :

- de **quinze (15) jours** pour le PPSPS ;
- de **quinze (15) jours** pour le programme d'exécution des travaux et ses annexes ;
- de **quinze (15) jours** pour les études d'exécution ;
- de **quinze (15) jours** pour le plan d'assurance qualité ;
- de **quinze (15) jours** pour les études d'exécution nécessaires pour le début des études de synthèse ;
- de **quinze (15) jours** pour les procès-verbaux des matériaux à mettre en œuvre au titre des ouvrages ;
- de **quinze (15) jours** pour le calendrier détaillé d'exécution ;
- de **quinze (15) jours** pour la convention d'utilisation des échafaudages éventuels.

Les rectifications qui seraient demandées au titulaire devront être faites dans un délai de **trois (3) jours**.

En cas de retard dans l'établissement, la remise ou la rectification de ces pièces, il sera fait application de la pénalité fixée à l'article au présent CCAP.

Article 7. Description des prestations attendues

Se reporter au CCTP, ses annexes et à la DPGF.

Article 8. Prix et montant du marché

8.1 Prix

Le marché est traité uniquement à prix forfaitaire.

Le marché est conclu à prix définitifs fermes.

8.2 Contenu des prix

Les prix afférents au marché public sont hors TVA et réputés complets. Ils comprennent les dépenses résultant de l'exécution des travaux visées à l'article 9.1 du CCAG-Travaux.

Les prix du marché tiendront compte des contraintes suivantes :

- Les interactions entre les lots
- Les cheminements intérieurs (escaliers, planchers, etc.), à la sécurité ou à la préservation des ouvrages vis-à-vis des chocs ou dégradations
- Les déposes intempestives
- La mise en place des moyens de signalisation et de sécurité, pour assurer la sécurité de son personnel et des autres intervenants sur site : Signalisation et protection des trous, garde-corps de chantier
- Coordination avec les autres titulaires.
- Les droits de décharge, les coûts des transports des matériaux et la totalité des coûts financiers demandés par les sociétés de recyclage et de traitement des déchets auxquelles elle pourrait faire appel, pour les produits contenant ou non de l'amiante, les batteries, les têtes de détections incendie, les climatiseurs, et tout autre déchet spécifique.
- Les contraintes de chantier, d'accès, des obligations du planning provisionnel des travaux, etc
- Maquette numérique des panneaux de chantier.
- Les techniques d'exécution des travaux seront réalisées conformément aux différents DTU et aux normes françaises en vigueur.
- Le titulaire du marché sera responsable en ce qui concerne la fourniture et la gestion de bennes à gravais / matériaux ou emballages :
- L'obligation de prendre toutes les dispositions pour ne pas dégrader les ouvrages aux alentours du parcours muséographique et du flux des publics.
- L'obligation par quelque moyen que ce soit de protéger les salles adjacentes et les circulations des poussières et de toutes les nuisances sonores engendrées par les travaux.
- L'obligation d'assumer toutes les difficultés résultant de la situation ou de la nature du musée, plus particulièrement :
 - Le temps perdu pour difficulté d'accès, de circulations, de montages, relais et reprise de transport, etc, quelle que soit la distance ;
 - Les majorations horaires ou frais spéciaux pour travaux minimes ;
 - Tous les frais de panier, petits et grands déplacements, indemnités de transport ;
- L'obligation de tenir compte d'éventuels chantiers limitrophes et concomitants.
- Le titulaire du marché, sera réputé confirmer dans le prix et ne surtout donner lieu à aucun supplément au titre du marché, ayant reconnu au cours de sa visite du site avoir tenu compte des différentes sujétions résultant des difficultés qu'il pourrait rencontrer en cours d'exécution.
- Les plans d'exécution pour les prestations du marché.
- L'intervention du bureau de contrôle agréé et du CSPS
- Les bureaux d'études
- Les sujétions nécessaires au parfait achèvement des prestations décrites au CCTP.

Les entreprises s'engageront à respecter le cahier des consignes de sécurité internes à l'EPMO.

8.3 Montant global et forfaitaire

Le marché est composé d'une tranche ferme et de sept tranches optionnelles. La consistance des tranches et les modalités d'exécution des travaux sont définies dans le CCTP et dans la DPGF du lot.

TRANCHE FERME			
	Candidat seul	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Montant en € HT			
Montant T.V.A			
Montant en € TTC			

(autant de colonnes qu'il y a de cotraitants)

L'affermissement des tranches dépend du budget et des besoins du pouvoir adjudicateur en cours de travaux. Les tranches seront affermies par décision expresse signée du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire.

Si une tranche optionnelle est affermie avec retard ou n'est pas affermie, le titulaire ne bénéficiera d'aucune indemnité d'attente ou de dédit.

Tranche optionnelle 1 : protection sol isorel			
	Candidat seul	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Montant en € HT			
Montant T.V.A			
Montant en € TTC			

(autant de colonnes qu'il y a de cotraitants)

Tranche optionnelle 2 : palissade pour restauration			
	Candidat seul	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Montant en € HT			
Montant T.V.A			
Montant en € TTC			

(autant de colonnes qu'il y a de cotraitants)

Tranche optionnelle 3 : saignée alimentation électrique du mobilier de médiation			
	Candidat seul	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Montant en € HT			
Montant T.V.A			
Montant en € TTC			

(autant de colonnes qu'il y a de cotraitants)

Tranche optionnelle 4 : nettoyage de la pierre de buxy			
	Candidat seul	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Montant en € HT			
Montant T.V.A			
Montant en € TTC			

(autant de colonnes qu'il y a de cotraitants)

Tranche optionnelle 5 : nettoyage de la pierre murale			
	Candidat seul	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Montant en € HT			
Montant T.V.A			

Montant en € TTC			
------------------	--	--	--

(autant de colonnes qu'il y a de cotraitants)

Tranche optionnelle 6 : dépose et repose de pierres murales			
	Candidat seul	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Montant en € HT			
Montant T.V.A			
Montant en € TTC			

(autant de colonnes qu'il y a de cotraitants)

Tranche optionnelle 7 : comblement de la saignée			
	Candidat seul	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Montant en € HT			
Montant T.V.A			
Montant en € TTC			

(autant de colonnes qu'il y a de cotraitants)

TOTAL TRANCHE FERME ET TO1 A TO7			
	Candidat seul	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Montant en € HT			
Montant T.V.A			
Montant en € TTC			

(autant de colonnes qu'il y a de cotraitants)

8.4. Révisions des prix du marché

Les prix ne sont pas révisés.

Toutefois, ceux-ci sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre finale éventuellement négociée (M0) et la date de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations. L'actualisation sera effectuée par application au prix initial du marché public d'un coefficient d'actualisation « Ci », donnée par la formule suivante :

$$Ci = Im-3 / Io$$

Formule dans laquelle :

- Io correspond à l'indice de référence au mois m0,
- Im-3 correspond à l'indice de référence au mois antérieur de 3 mois au mois "m" de notification du marché.

Indice de référence : Index général tous travaux BT01 (Identifiant INSEE : 000008631).

Le prix actualisé est arrêté et arrondi au millième supérieur.

Article 9. Retenue de garantie

Le présent marché public prévoit une retenue de garantie d'un montant de 5% à la charge du titulaire, sur le montant global et forfaitaire. Cette garantie sera constituée selon les conditions fixées aux articles R.2191-32 à R.2191-34 et R.2191-42 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2191-36 du code de la commande publique, le titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande.

Conformément aux dispositions de l'article précité, l'EPMO n'autorise pas le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire.

Article 10. Avance

L'option A du CCAG/Travaux est applicable. Les conditions de l'avance sont fixées aux l'articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique. Sauf renonciation expresse de sa part, une avance sera accordée au titulaire sans condition de montant ou de durée du marché.

L'opérateur économique déclare :

- ☐ je souhaite percevoir une avance
- ☐ je renonce au bénéfice de l'avance

Conformément à l'article R.2191-13, le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

Le remboursement de l'avance est effectué dans les conditions fixées à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

Article 11. Cession et nantissement

11.1 Cession et nantissement

Les créances nées de l'exécution du marché public passé peuvent faire l'objet d'une cession ou nantissement en application des articles R2191-45 et R2191-63 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019. La notification prévue aux articles R2191-54 à R2191-57 et R.2191-45 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 devra être adressée à l'adresse mentionnée ci-après.

11.2 Comptable assignataire

L'Agent Comptable de l'Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie
11 rue de Rome – 4ème étage
75008 PARIS

Article 12. Connaissance des lieux afférents à l'exécution des travaux

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que ces travaux ont lieu dans un établissement en activité, et que toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect du règlement intérieur de cet établissement, et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner ses activités. Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

La situation des travaux envisagés oblige le titulaire à avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions qui en découlent. Le titulaire ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché public, d'une connaissance insuffisante du lieu et/ou de la situation des ouvrages à exécuter.

Le titulaire devra pour l'exécution des travaux, préalablement à sa remise des prix :

- Avoir apprécié exactement l'importance et la particularité des travaux, soit : toutes les conditions d'exécution et toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.
- Avoir constaté toutes les indications des documents de la consultation, notamment celles données par la DPGF, et s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre.

L'ensemble des plans de détails établis par la maîtrise d'œuvre constitue le dossier de consultation. Les compléments nécessaires à ces documents pour la réalisation des ouvrages, sont à la charge de chaque entreprise, ainsi que toutes les études d'exécution.

Chaque titulaire doit effectuer les compléments de relevés nécessaires à ses études d'exécution et devra la coordination de ses études avec les dispositions des ouvrages existants. Le titulaire doit effectuer toute enquête technique complémentaire nécessaire à ses études d'exécution telle que : descentes de charges, schémas fonctionnels des équipements, analyse des performances des équipements (débits, puissance pertes de charges, etc.).

Tous les documents graphiques et écrits non joints au dossier de consultation, mais nécessaires à la réalisation des travaux (plans d'exécution et de réservations, plans d'atelier et de chantier, etc.) sont à la charge du titulaire.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché public, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certaines prestations ;
- L'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- La présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- La bonne maîtrise de l'ensemble des nuisances de chantier, afin d'éviter toute plainte des riverains tiers ;
- Le strict respect, à tout moment, des consignes et recommandations formulées soit par les services du maître d'ouvrage, soit par la maîtrise d'œuvre, notamment en vue d'empêcher toute intrusion et d'assurer la sécurité et la sûreté des lieux ;
- La réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause.

Le titulaire devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux visiteurs pendant la durée des travaux, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses, odeurs, fumées, gaz, poussières d'origines diverses ;
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés conformément à la réglementation en vigueur provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte du chantier ;
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en référer au maître d'œuvre.

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudures ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, l'entreprise doit remplir un permis feu fourni par l'EPMO.

Article 13. Prise en charge des ouvrages existant et état des lieux

Des constatations contradictoires concernant les locaux où seront réalisés les travaux seront effectuées préalablement au démarrage des travaux et à l'issue de ces derniers.

Les opérations de constat relatif à l'état des locaux ainsi que les constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution peuvent être faites sur la demande, soit du titulaire, soit du représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

A) Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou de l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.

B) Le représentant du pouvoir adjudicateur fixe la date des constatations lorsque la demande est présentée par le titulaire. Cette date ne peut être postérieure de plus de **huit (8) jours** à celle de la demande. Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le représentant du pouvoir adjudicateur contradictoirement avec le titulaire. Si le titulaire refuse de signer ce constat ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les **quinze (15) jours** qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au représentant du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

C) Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver par la suite cachés ou inaccessibles. A défaut et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du représentant du pouvoir adjudicateur relative à ces prestations.

D) Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas opéré les constatations contradictoires prévues ci-avant dans les **huit (8) jours** de la demande qui lui a été faite, le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur. Celui-ci notifie au titulaire la date des constatations. Il l'informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations, et assisté, s'il le juge utile, d'un expert.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour se prémunir de toute dégradation des ouvrages existants (cloisons, vitrages, habillages, appareils d'éclairage, sols, équipements divers, etc.). En cas de dégradations constatées à l'issue de l'intervention du titulaire, celui-ci s'engage à assurer à ses frais la remise en état des ouvrages dégradés.

Article 14. Nettoyage de chantier

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais, gravats de structure et de déchets, jusqu'au lieu de stockage fixé par le maître d'œuvre sur proposition du titulaire.

Le titulaire a la charge du nettoyage et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ainsi que l'évacuation hors du chantier des emballages éventuels.

Suivant la nature des fournitures mises en œuvre, le titulaire prend les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux. L'ensemble des machines, matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

En dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques et à celles de l'Etablissement seront à la charge du titulaire si sa responsabilité était engagée.

Article 15. Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits - Echantillons - Propriété industrielle et commerciale

15.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les autres pièces du marché public ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du CCAG-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au moins **une (1) semaine** avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité et l'accord préalable du maître d'œuvre, est réputé avoir été livrée en contradiction avec les clauses du marché public et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre dispose d'un délai de **sept (7) jours calendaires** pour accepter ou refuser le produit proposé.

Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG-Travaux, les dérogations éventuelles aux normes françaises homologuées seront récapitulées dans le CCTP et non dans le CCAP.

15.2 Caractéristiques - Qualités - Vérifications - Essais et épreuves des matériaux et produits

- Compléments de contrôle

En complément des contrôles usuels et normalisés, le titulaire procédera aux contrôles et vérifications définis ci-après, en cohérence avec les procédures du contrôle qualité prévu au présent CCAP.

- Compléments et dérogations apportées par le CCTP

Le CCTP définit des éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux (notamment, les articles 23, 24 et 25) et du CCTG concernant les caractéristiques et les qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser pour les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Les vérifications de qualité seront assurées par un organisme notoirement connu, que le titulaire proposera à l'agrément du maître d'œuvre. En particulier, les matériaux et produits doivent être conformes aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique. Les frais de ces vérifications sont à la charge du titulaire quel que soient leurs résultats.

- Surveillance de la fabrication dans les usines, les magasins ou carrières du titulaire

Le CCTP précise des éventuels matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières du titulaire ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance seront assurées par un organisme notoirement connu que le titulaire proposera à l'agrément du maître d'œuvre. Les frais de ces vérifications et surveillances sont à la charge du titulaire.

15.3 Exécution des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché public

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre peuvent décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché public, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux.

Si le résultat de ces essais et vérifications démontre une non-conformité de l'ouvrage, le titulaire en supporte le coût. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur en supporte le coût. Dans tous les cas, la fourniture des matériaux nécessaires pour les essais, reste à la charge et aux frais du titulaire. Ils ne feront donc pas l'objet de rémunération de la part du pouvoir adjudicateur.

15.4 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sous réserve de la production des documents justifiant qu'il est devenu propriétaire des matériels ou éléments de matériels pris en compte et qu'il les a effectivement payés, le titulaire pourra faire figurer dans un projet de décompte :

- pour les éléments de matériels approvisionnés en usine, 30% de la valeur fourniture des matériels correspondants
- pour les matériels et éléments d'ouvrage dont la fabrication en usine est terminée, 60% de la valeur « fournitures ».

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété (copie des factures avec nom des fournisseurs, nature des approvisionnements, montants, date, mode de règlement).

Les matériaux ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés. Le montant pris en compte dans le projet de décompte sera établi sur la base du montant des factures correspondantes.

15.5 Échantillons, prototypes et maquettes

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés au CCTP.

Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque le CCTP prévoit des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par le titulaire avec les matériaux de référence prescrits au CCTP appartiendra au maître d'œuvre. En cas de divergence de vue avec le titulaire en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence eux-mêmes.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées par le maître d'œuvre pour permettre le respect des dates fixées au calendrier.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution visés au présent CCAP.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre sur les échantillons présentés. Sur simple demande du maître d'œuvre, le titulaire lui transmettra les bons de commande détaillés de fournitures entrant dans les ouvrages de son lot.

15.6 Propriété industrielle et commerciale

Conformément aux dispositions fixées au Chapitre VI du CCAG-Travaux et par dérogation à l'article 8.1, le titulaire prendra en charge les éventuels frais et redevances pour l'utilisation des brevets, licences, dessins et modèles, marque de fabrique ou de commerce qu'il serait amené à utiliser même s'ils lui sont imposés dans son marché.

1) Les plans, documents techniques, prototypes et échantillons remis par le représentant du pouvoir adjudicateur et par le maître d'œuvre au titulaire sont et restent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et doivent être restitués au représentant du pouvoir adjudicateur après exécution du marché public.

2) De convention expresse, l'ensemble des études, les projets, plans, devis, documents techniques divers, logiciels et résultats brevetables ou non résultant de l'exécution du marché sont la propriété pleine et entière du pouvoir adjudicateur qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit. Les règlements couvrent tous les chefs de rémunération dont le titulaire du marché et / ou les inventeurs peuvent se prévaloir notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

3) En conséquence, les études, plans, projets etc. ne peuvent être utilisés par le titulaire pour son propre usage, ni être copiés, reproduits ou communiqués à des tiers, sans l'autorisation préalable et écrite du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire en avisera immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur.

Article 16. Etudes d'exécution

Les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail seront établis par le titulaire. Ce dernier soumettra l'ensemble de ces documents au visa du maître d'œuvre et à l'avis du Contrôleur technique dans les conditions indiquées ci-après.

16.1 Généralités

Comme indiqué à l'article 29 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages aux échelles précisées dans le CCTP, les spécifications techniques détaillées, les notes de calcul et notes techniques, et tous documents complémentaires à ceux du marché public, nécessaires à la réalisation des ouvrages, seront dus et établis par le titulaire et soumis, après avis du Contrôleur technique, à l'approbation du maître d'œuvre, avant toute exécution.

Ils devront être remis au maître d'œuvre sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format « autocad » et « .pdf » pour les plans.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG-Travaux, tous les documents, plans, notes de calculs, visés au présent article seront remis en deux exemplaires par le titulaire suivant les principes de diffusion qui seront arrêtés pendant la période de préparation, avant et après le visa définitif du maître d'œuvre et à l'avis du Contrôleur technique.

Le titulaire doit également la justification, soit par le calcul, soit par essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux, en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée ou lorsqu'une conformité aux normes NF S 61-930 et suivantes est requise.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre et l'avis du Contrôleur technique, sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces validations, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

En complément de l'article 29.1.3 du CCAG-Travaux, il est précisé que le titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa et/ ou avis apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et/ou le Contrôleur technique, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Autres obligations du titulaire :

- Signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans,
- Solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis,
- Respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis

Les documents établis par le titulaire ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du présent marché public, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit après contrôle à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par le titulaire, en aucune manière cette reprise ou mise à jour de plans ne doit remettre en cause le calendrier d'exécution et ne doit engendrer une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

16.2 Élaboration des plans d'exécution

Le titulaire élabore les plans d'exécution et le cas échéant les plans d'atelier et de chantier de ses ouvrages. Les plans d'exécution du titulaire devront être élaborés, de telle sorte qu'ils puissent recevoir le visa du maître d'œuvre et l'avis du Contrôleur technique aux échéances fixées par le calendrier d'exécution.

16.3 Annexes aux plans d'exécution

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- Des notices explicatives et justificatives,
- Des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés, notamment des P.V. d'essais,
- Des méthodes d'essais éventuels,
- Du mode d'exécution et phasage avec les délais (planning détaillé),
- Les notices explicatives des installations de chantier, pour les lots concernés,
- De la nomenclature des composants,
- Des avant-métrés.

16.4 Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension.

Seules les unités du système international seront utilisées. Les symboles et notations seront conformes aux normes de la classe NF X 02.

A défaut de règles fixées par les normes, toute formule utilisée devra être justifiée soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Le maître d'œuvre pourra exiger la fourniture des dites publications.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, le titulaire devra fournir :

- La description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme utilisé,
- La liste des données et la liste des résultats,
- Une note expliquant et commentant les résultats.

16.5 Procédure des visas

Le maître d'œuvre vise les plans sous l'angle de la conformité des études d'exécution au dossier marché.

En conséquence :

- le visa des plans d'exécution par le maître d'œuvre ne peut être interprété comme une acceptation de règlement de travaux supplémentaires ou de modifications que le titulaire a pu y faire figurer, ni comme l'entérinement d'ajustements ou de changements du montant du marché, du délai d'exécution et/ou de toute date jalon, ou de toutes autres dispositions du marché public,
- le visa d'un plan d'exécution ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité en ce qui concerne les erreurs ou omissions que ce plan peut contenir, l'exécution correcte des ouvrages ou la fourniture des matériaux ou les travaux requis par le marché public comme indiqué sur ce plan de détail d'exécution ou plan d'atelier ou de chantier.

Article 17. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation

Pour l'application de l'article 6 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé s'être informé auprès des services de l'Inspection du travail dont dépend le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Article 18. Organisation - sécurité et hygiène du chantier

18.1 Dispositions générales de chantier

L'ensemble des travaux nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché public, sont soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'applications.

Le titulaire doit en outre respecter les clauses du document intitulé « Règlement intérieur pour les entreprises travaillant dans le musée d'Orsay ».

Le titulaire doit renseigner et accepter le plan particulier de sécurité et de protection de la santé destiné aux entreprises travaillant sur le site (PPSPS).

Le titulaire doit prendre sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable. L'intervention des autorités compétentes ou du maître d'œuvre ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

18.2 Incendie

Le titulaire devra appliquer les dispositions prévues, en matière de risque incendie, dans le règlement intérieur et le PGC ainsi que toutes les consignes émanant du service compétent du pouvoir adjudicateur.

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, le titulaire doit remplir un permis feu remis dans les conditions prévues dans le règlement intérieur.

18.3 Circulation des engins et véhicules et nettoyage des voies d'accès au chantier

Le titulaire prendra toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectuera en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Au cas où il ne procéderait pas en temps utile au nettoyage demandé par le maître d'œuvre sur le chantier, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire procéder à ce nettoyage, par l'entreprise de son choix, aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable conformément à l'article 31.4.4 du CCAG-Travaux.

Les sommes correspondantes étant retenues sur le premier décompte mensuel suivant. Cette possibilité que se réserve le maître d'œuvre est réputée n'atténuer en rien la responsabilité du titulaire vis-à-vis de l'ouvrage public ou aux usagers de la voie publique.

Le titulaire devra s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux voies d'accès.

18.4 Obligations, règlements et sécurité

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du maître d'œuvre les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

Le titulaire du marché est tenu de se conformer strictement aux prescriptions impératives suivantes : les ouvriers du titulaire et de ses sous-traitants, travaillant sur le chantier, devront présenter leur badge au gardien du chantier, ainsi qu'aux agents de surveillance du pouvoir adjudicateur.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou de la maîtrise d'œuvre, l'exclusion du contrevenant.

Le titulaire sera seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles, et notamment celles relatives aux accès aux installations. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

En cas de violation par le titulaire et son ou ses sous-traitant(s) des conditions d'accès et de circulation dans le bâtiment fixées dans le règlement intérieur pour les entreprises travaillant dans le musée et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché public aux torts du titulaire.

18.5 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'Établissement. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer

- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'Établissement.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou de la maîtrise d'œuvre, l'exclusion du contrevenant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit :

- être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient en application de l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux.
- être muni d'un badge pour le contrôle d'accès.

Le titulaire est, en outre, tenu de se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du CCAG-Travaux relatives à l'identification et à l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier.

Le titulaire est tenu de produire cet enregistrement aux personnes visées à l'article 31.5.3 du CCAG-Travaux dans un délai de **sept (7) jours**.

Tout manquement à ces dispositions entraînera l'application d'une pénalité visée au présent CCAP.

18.6 Nettoyage de chantier et tri sélectif

Indépendamment de l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire doit le maintien permanent en état de propreté et le nettoyage au moins hebdomadaire de son emprise de chantier.

Concernant le nettoyage et le tri sélectif des déchets, le CCTP précise les obligations faites aux entreprises.

18.7 Fin de chantier

Outre le nettoyage de chantier et la remise en état des emplacements des installations, le titulaire devra veiller au nettoyage définitif des surfaces terminées avant réception (notamment nettoyage des surfaces peintes, tentures.).

Afin d'assurer ces nettoyages, le pilote coordonnera l'intervention des titulaires de chacun des lots et s'il y a lieu fera appel à une entreprise spécialisée de nettoyage qui interviendra simultanément avec les équipes de finition, les frais d'intervention étant pris en charge dans le cadre des dépenses communes de chantier.

Article 19. Réunion de chantier

Des réunions de chantier seront organisées tout au long du chantier. Les dates et heures des réunions de chantier seront fixées par le maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision. A la demande du représentant du maître d'œuvre, les sous-traitants désignés seront également tenus d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision.

L'absence ou le retard à une réunion de chantier entraînera l'application d'une pénalité visée au présent CCAP.

Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre.

La présence du titulaire aux réunions de chantier étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et mention du fait est portée sur le registre de chantier visé ci-après, et ce, sans préjudice des pénalités citées au du présent CCAP.

La liste des personnes devant représenter le titulaire sera soumise, pendant la période de préparation, au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur pour agrément.

Le titulaire est responsable dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article et des dommages en résultant.

Par ailleurs, un compte-rendu sera établi à l'issue de chaque réunion de chantier et notifié au titulaire par ordre de service du maître d'œuvre. L'entreprise devra se conformer aux éventuelles instructions formulées dans le compte-rendu.

Les réunions, discussions ainsi que les correspondances se dérouleront en français. Il appartient à l'entrepreneur de désigner une personne ayant la maîtrise de la langue française.

Article 20. Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu par le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 28.5 du CCAG-Travaux

Article 21. Protection contre les nuisances

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, le titulaire devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes motocompresseurs, les brise-béton et marteaux-piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du 11 avril 1972 (modifié le 5 mai 1975), du 4 novembre 1975, du 26 novembre 1975, du 10 décembre 1975, (l'ensemble de ces arrêtés ayant été modifié le 19 décembre 1977) concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre pourra prescrire au titulaire, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais et risques du titulaire.

Article 22. Confidentialité et mesures de sécurité

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée contractuelle, au respect des mesures de confidentialité et de sécurité prévues à l'article 5 du C.C.A.G- Travaux.

Article 23. Contrôles

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

En plus des contrôles effectués par le maître d'œuvre, conformément à l'article 24.4 du CCAG-Travaux, le titulaire devra réaliser à leur charge les essais de fonctionnement de leurs installations (essais COPREC) et communiquer les procès-verbaux du type COPREC au représentant du pouvoir adjudicateur et au maître d'œuvre, et au Contrôleur technique pour avis.

23.1 Contrôles des ouvrages et / ou parties d'ouvrages

Tous les contrôles des ouvrages et / ou parties d'ouvrages définis dans le marché sont à la charge exclusive du titulaire.

Ces contrôles seront exécutés par un Bureau de Contrôle ou un laboratoire notoirement compétent que le titulaire soumettra à l'agrément du maître d'œuvre.

23.2 Contrôle en usine ou en atelier

Le maître d'œuvre peut se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières du titulaire et de ses fournisseurs pour d'éventuelles opérations de vérification et d'essais des matières premières avant usinage, de contrôle de la fabrication et d'exécution des fournitures destinées aux travaux du marché.

Les diligences nécessaires pour permettre cette représentation auprès des fournisseurs incombent au titulaire.

Le fait que le maître d'œuvre n'use pas de cette faculté ne dégage en rien le titulaire des responsabilités découlant de ses obligations d'autocontrôle de la qualité des matériaux qu'il emploie.

23.3 Autocontrôle

Les dispositions relatives à l'autocontrôle sont définies dans les cahiers des clauses techniques particulières. Elles devront être strictement appliquées.

Le responsable de l'autocontrôle du titulaire pour le chantier devra être nommé pendant la période de préparation.

23.4 Autres contrôles et essais

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Le règlement en sera assuré par le représentant du pouvoir adjudicateur si les résultats sont positifs, par le titulaire dans le cas contraire.

Article 24. Réception des travaux

Sous réserve des précisions apportées au CCTP et, par dérogation aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception des travaux a lieu de la façon suivante : Le titulaire est chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule à la date fixée, de façon contradictoire en présence du titulaire, du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Un procès-verbal de réception des ouvrages est dressé de manière contradictoire entre le maître d'œuvre et le titulaire.

A l'issue de l'établissement du procès-verbal de réception, le maître d'œuvre dispose de 5 jours à compter de la date du PV des OPR pour faire une proposition de réception au maître d'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur dispose à son tour de 30 jours pour notifier sa décision de réception à l'entreprise à compter de la date du PV des OPR.

Au vu du procès-verbal, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux dans le procès-verbal de réception. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

A défaut de notification de la décision de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur dans le délai visé ci-avant, la réception des travaux est réputée acquise. Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur dans le procès-verbal de réception.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Le titulaire a à sa charge les essais et la fourniture des documents, ainsi que la mise à disposition des personnels, matériels, fournitures et produits consommables nécessaires aux vérifications du maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

Article 25. Documents fournis après réception

Les dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux s'appliquent à l'exception du dernier alinéa ci-après.

En cas d'erreurs constatées lors de l'analyse des données transmises par le titulaire au maître d'œuvre, celles-ci seront communiquées au titulaire. Ce dernier devra rectifier les données initiales et les transmettre au maître d'œuvre dans un délai de **dix (10) jours** à compter de la communication des erreurs.

Les documents à fournir sont :

- Le CCTP ;
- Une documentation technique des matériels et/ou matériaux posés ;
- Les notes de calculs ;
- Les plans ;
- Les procès-verbaux et autres attestations obligatoires ;
- Les notices de maintenances ;
- Les spécifications de pose ;
- Les conditions de garantie des fabricants attachés aux équipements livrés ;
- Les constats d'évacuation des déchets ;
- Les rapports des bureaux de contrôles ;
- Les documents classés relatifs aux garanties contractuelles particulières et assurances en vigueur ;
- Tout autre document relatif aux matériels fournis et/ou posés.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des opérations préalables à la réception fixée par le maître d'œuvre.

Article 26. Garantie

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux s'appliquent, complétées par les dispositions ci-après

Dans le cadre de la garantie, le titulaire devra intervenir dans les **quarante-huit (48) heures** à compter de la réception de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur. En cas de non-respect du délai d'intervention susmentionné, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire après mise en demeure restée infructueuse.

Par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-Travaux, les périodes de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle ou d'une prise de possession anticipée, courent jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, dans la limite maximale de 2 ans.

Article 27. Vérification et admission des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception des travaux a lieu de la façon suivante : le titulaire est chargé d'aviser le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule pour chaque lot à la date fixée, de façon contradictoire en présence du titulaire, du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Un procès-verbal de réception des ouvrages est dressé et de manière contradictoire entre le maître d'œuvre et le titulaire.

A l'issue de l'établissement du procès-verbal de réception, le maître d'œuvre dispose de 5 jours à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables de réception pour faire une proposition de réception au maître d'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur dispose à son tour de 30 jours pour notifier sa décision de réception

A défaut de la fixation de cette date par le représentant du pouvoir adjudicateur, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la réception de l'avis susmentionné.

Au vu du procès-verbal, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux dans le procès-verbal de réception. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur dans le procès-verbal de réception. Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Article 28. Clause environnementale et conditions du travail

Le titulaire est sensibilisé au fait que le pouvoir adjudicateur souhaite que ce projet prenne en compte des objectifs de développement durable. En conséquence, il lui appartient de présenter des solutions techniques qui soient notamment soucieuses du respect de l'environnement (utilisation de matériaux ou de produits non polluants et qui peuvent être recyclés, traitement possible des déchets après démontage, utilisation de matières recyclées, etc.).

L'EPMO est engagé dans une démarche de responsabilité sociétale ambitieuse inscrite dans le cœur de ses missions de service public et décrite dans la Stratégie RSO 2021-2024 de l'Établissement. L'EPMO s'engage à promouvoir les pratiques sociales en faveur de l'égalité, de la solidarité et de la lutte contre les discriminations, et vise à limiter l'impact de ses activités sur l'environnement. Les prestations réalisées pour le compte de l'EPMO devront s'inscrire dans cette logique.

Les spécifications techniques et les conditions d'exécution environnementales et sociétales sont définies au CCTP. Ces obligations seront vérifiables selon des méthodes objectives et feront l'objet d'un contrôle effectif.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG/Travaux, le présent marché ne comprend pas de clause d'insertion sociale, compte-tenu de la spécificité des opérations en site occupé, monument classé historique et les délais contraints d'exécution.

Par dérogation à l'article 6.2 et à l'article 7.2 du CCAG/Travaux, en cas d'évolution de la réglementation dans le domaine environnemental ou social en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles sans impact financier, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Article 29. Facturation et modalités de règlement

29.1 Périodicité de facturation

Le règlement des comptes est mis en œuvre dans les conditions fixées à l'article 12 du CCAG-Travaux en tenant compte des dérogations mentionnées ci-après.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et acomptes par le titulaire, le maître d'œuvre et le représentant du pouvoir adjudicateur est assurée par traitement informatique.

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.2 du CCAG-Travaux en tenant compte des dérogations suivantes :

- Le maître d'œuvre, à partir du décompte mensuel, dresse un projet d'état d'acompte mensuel comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux.
- Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie le projet de d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte. L'état d'acompte mensuel est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

Le titulaire transmet simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre son projet de décompte final dans un délai de trente (30) jours, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de notification de la décision de levée des réserves à réception,
- Date de remise des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO).

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant quarante-cinq (45) jours à compter de la date de notification du projet de décompte final au maître d'œuvre.

29.2. Transmission des factures

En application des dispositions du Code de la commande publique, les factures doivent être adressées sous format électronique via un portail de facturation dénommé Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Afin de pouvoir déposer lesdites factures sur le portail, le titulaire devra se référer aux informations transmises sur l'acte de notification du marché ou de ses éventuelles reconductions (numéro de service et numéro d'engagement juridique notamment).

En cas de difficultés matérielles, le titulaire peut prendre l'attache du service en ligne du portail Chorus Pro.

Le service en charge du traitement des factures reçues sur le portail Chorus Pro est :

Direction administrative et financière
Service des affaires financières
Esplanade Valéry Giscard d'Estaing 75343 Paris cedex 07

29.3 Délai global de paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues par virement bancaire dans les délais fixés réglementairement à compter de la réception de la demande de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit le Code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

29.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global réglementaire ouvre de plein droit et sans autre formalité au Titulaire le versement d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, à la condition que les factures n'aient fait l'objet d'aucune réserve du pouvoir adjudicateur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ils sont calculés sur le montant total de la demande de paiement toutes taxes comprises.

29.5 Paiement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue au présent document.

L'EPMO se libérera des sommes dues au titre du présent marchés en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes bancaires mentionnés ci-après **(fournir un RIB)**

Cocontractant n°1	
Titulaire du compte	
Numéro du compte	
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT BANCAIRE	
Code banque	
Code guichet	
Clé	
BIC	
IBAN	
Cocontractant n°2	
Titulaire du compte	
Numéro du compte	
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT BANCAIRE	
Code banque	
Code guichet	
Clé	
BIC	
IBAN	

(Ajouter autant de RIB que de cotraitants du groupement conjoint)

29.6 Taxe sur la valeur ajoutée

Les prix du marché public sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur. Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans le marché public, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Article 30. Pénalités

Par dérogation à l'article 19 et 19.2.4 du CCAG-Travaux, toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du retard ou du manquement du titulaire par le maître d'œuvre ou le pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités même si le montant total ne dépasse pas 1 000,00 euros pour l'ensemble du marché public. Par dérogation à l'article 19.2.2 les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente mentionnée comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants et qui demeure responsable de leur paiement.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-Travaux, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents de préparation et d'exécution des travaux

En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des pièces prévues au présent CCAP, ou autres documents demandés, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard et par document est fixé à **cent euros (100,00 €)** par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Retard dans l'exécution des travaux et dans la présentation d'échantillons, maquettes et prototypes

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché public ou d'une phase pour laquelle un délai partiel ou une date limite a été fixé, il est appliquée une pénalité égale à **trois cent euros (300,00 €) par jour calendaire de retard constaté** par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Les pénalités sont encourues du fait de la simple constatation du retard par le maître d'œuvre ou le pouvoir adjudicateur à partir de la date d'intervention prévue dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux pour tout ou partie d'ouvrage.

Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux

Le délai d'exécution des travaux englobe le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. Tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, ces prestations seront exécutées aux frais du titulaire sans préjudice de l'application de la pénalité fixée au présent CCAP et par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Retard dans le nettoyage

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans le nettoyage des espaces, le titulaire subira une pénalité de **cent euros (100,00 €) par jour de retard constaté** sur le délai imposé par le maître d'œuvre pour remédier à cette défaillance.

Respect des consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène

Tout manquement aux stipulations relatives à la sécurité, la sûreté et l'hygiène prévues au présent CCAP, au CCAG-Travaux et, le cas échéant, au PGC et aux PPSPS, entraînera l'application d'une pénalité de **deux cent euros (200,00 €) par manquement et/ou par jour de retard constaté** par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Retard et absence aux réunions de chantier

Chaque absence ou retard de plus d'une demi-heure aux réunions de chantier entraînera l'application d'une pénalité de **cinquante euros (50,00 €) par absence ou retard constaté** par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Retard dans la production des contrats de sous-traitance

Par dérogation aux articles 3.6.1.5 et 19 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **cent euros (100,00 €) par jour de retard constaté**.

Retard dans la production des attestations d'assurance

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **cent euros (100,00 €) par jour de retard constaté** par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux

Retard dans la levée des réserves à la réception

En cas de retard dans la levée des réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité de **cent cinquante euros (150,00 €) par jour de retard constaté et par réserve non levée** par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Gestion des déchets

Par dérogation aux articles 19 et 36.2 du CCAG-Travaux, si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation journalière des déchets provenant des travaux, il sera fait application des dispositions de l'article 37.2 du CCAG-Travaux et d'une pénalité de **cent euros (100,00 €) par jour de retard constaté** à compter de la notification de la mise en demeure du titulaire jusqu'à l'évacuation effective des déchets et, à défaut, jusqu'à la prise en charge des déchets par un autre prestataire.

Délais et retard dans la remise des documents techniques ou fournis après exécution

En application de l'article 40 du CCAG-Travaux et par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, le titulaire encourt la pénalité de **cinq cent euros (500,00 €) par jour de retard constaté**.

Pénalités particulières

En cas de non-respect des dispositions du mémoire technique ou environnemental, le pouvoir adjudicateur appliquera au titulaire une pénalité de **cent euros (100,00 €) par manquement constaté** par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux

Pénalités pour non-respect des remarques du CSPS ou des recommandations du PGC

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, le non-respect ou le refus de mettre en conformité les travaux ou les matériaux avec les remarques du CSPS seront sanctionnés par une pénalité de deux cents euros (200,00 €) par jour calendaire aux entrepreneurs contrevenants en cas de mention d'un délai par le CSPS et sans préjudice de l'incidence de coût de l'exécution de ces dispositions par un tiers.

Le titulaire s'engage à saisir sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur et le CSPS en cas de tout accident survenant à l'un de ses salariés employés sur le chantier. Tout manquement à cette obligation sera sanctionné par une pénalité de deux cent euros (200,00 €) par manquement constaté.

Réfections pour malfaçons ou imperfections techniques

En attente d'un accord entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever du § 7 de l'article 41 du C.C.A.G. feront l'objet d'une réfaction provisoire maximale de **15%** du montant hors T.V.A. des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix forfaitaire, du détail estimatif et des sous-détails des prix.

En attente d'un accord entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41.7 du CCAG-Travaux feront l'objet d'une réfaction provisoire de 15% du montant hors T.V.A des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné.

Autres mesures coercitives

Il sera fait application des modalités de mise en place des mesures coercitives telles que spécifiées au 52 du CCAG-Travaux, sous réserve des précisions suivantes.

Si l'entreprise n'a pas déféré à la mise en demeure, les travaux peuvent être confiés à une autre entreprise aux frais et risques de l'entreprise, titulaire du présent marché.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage pourra également décider la résiliation de celui-ci, pour faute du titulaire, conformément à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

Article 31. Sous-traitance de 1^{er} et de 2nd rang

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG sont applicables. Si le titulaire souhaite recourir aux services d'un sous-traitant pour exécuter les prestations du marché public, il doit obtenir l'acceptation de l'EPMO et l'agrément des conditions de paiement. En outre, aucune sous-traitance totale des prestations n'est admise. Lorsque le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant est payé directement par l'EPMO. Le cas échéant, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur un acte de sous-traitance (formulaire DC4) accompagné de tout document permettant d'estimer les capacités techniques et financières de la société à laquelle il envisage de sous-traiter une partie des prestations. Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article [D.8254-1](#) du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation. Le formulaire et sa notice explicative sont disponibles via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Article 32. Assurances

Le Titulaire doit être couvert par les contrats d'assurance désignés à l'article 8 du CCAG/Travaux en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés à l'occasion de l'exécution, ou de la non-exécution, des prestations qui constituent l'objet du marché public décrites au CCTP.

Le niveau des garanties exigées est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Pour ce faire, le Titulaire produit, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché public, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché public, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du marché public, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le Titulaire du marché s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Par dérogation à l'article 8.2 du CCAG/Travaux, le maître d'ouvrage ne précise pas dans les documents particuliers du marché, les assurances obligatoires ou facultatives qu'il a contractées ou contractera lui-même.

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature et quelle qu'en soit la cause qui, du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché, pourraient lui être causés ou subis par les biens dont lui-même ou ses préposés seraient propriétaires ou détenteurs à un titre quelconque. En conséquence, l'entrepreneur renonce à exercer tout recours contre le maître de l'ouvrage, son mandataire, ses représentants et agents respectifs, et ses éventuels assureurs.

Article 33. Lutte contre le travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L.8221-3, L.8221-5 et L.8222-1 du code du travail sur le travail dissimulé, le Titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché public, les documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire, ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements fournis avant la notification du marché public, et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le présent marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

Article 34. Litiges

Conformément aux articles R2197-1 ; R.2197-16 ; R.2197-23 ; R.2197-24 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges. La saisine du comité suspend les délais de recours contentieux jusqu'à la décision prise par le pouvoir adjudicateur après avis du comité.

Si cette solution s'avère infructueuse, le tribunal administratif compétent est celui de Paris.

Article 35. Résiliation

Sous réserve des dispositions de l'article 50 du CCAG-Travaux, il est fait application de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique.

35.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 50.4 du CCAG-Travaux, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subi éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à trois pour cent (3%).

35.2. Résiliation pour événements extérieurs au marché public

Si le marché public est résilié, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire, et acceptées par le pouvoir adjudicateur, sera rémunérée avec un abattement de cinq pourcent (5%). Toutefois, dans le cas de résiliation suite décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations seront réglées sans abattement.

35.3. Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 51.2 du CCAG-Travaux, si le présent marché public est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de 3%. Le pourcentage d'abattement est fixé à 5%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), i) et j) de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant. Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à **quinze (15) jours** à dater de la réception de la mise en demeure.

35.4. Exécution de la prestation aux frais et risques

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-Travaux, l'exécution aux frais et risques n'entraîne pas la résiliation du marché. En application de l'article 52 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG-Travaux, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence d'une décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution ne lui profite pas.

35.5. Résiliation unilatérale du marché public par le titulaire

En cas de difficulté d'exécution, le marché public est unilatéralement résilié par le titulaire, sans que puisse être invoqué le cas de force majeure, le marché sera alors résilié sans indemnité et un abattement de quinze pourcent (15%) est effectué sur la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et admises par le pouvoir adjudicateur.

Article 36. Dérogations au CCAG Travaux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG/travaux, le dernier article ne contient pas la liste récapitulative des articles auxquels il est dérogé.

Article 37. Signature des parties

Signature du titulaire (ou du mandataire du groupement disposant de l'autorisation de signer pour le compte du groupement) ou des membres du groupement

M'ENGAGE / ENGAGE LE GROUPEMENT / NOUS ENGAGEONS, SANS RESERVE

À exécuter les prestations conformément aux stipulations de l'ensemble des pièces du marché public, dont je certifie avoir pris connaissance et accepter sans réserve.

L'offre ainsi présentée ne me lie ou ne lie le groupement toutefois que si son acceptation est notifiée dans un délai de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de remise des plis fixée par le règlement de la consultation. Le mois de remise des offres est le mois M0

A, le

Visa ou avis du contrôleur budgétaire ou du contrôleur d'Etat :

A Paris, le

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Paris, le

Pour l'EPMO, la présidente ou le Représentant du Pouvoir Adjudicateur